



La sortie de Jacques Demers, une occasion à saisir

Gilles Landry

Formateur en alphabétisation populaire depuis 20 ans

Président du Regroupement des groupes populaires en alphabétisation du Québec (RGPAQ)

Depuis quelques jours, suite à la publication du livre de Jacques Demers, la question de l'analphabétisme est à l'ordre du jour dans les médias. J'en profite d'ailleurs pour féliciter monsieur Demers pour son courage, car il en faut pour déclarer publiquement qu'on est analphabète. Toutefois, le traitement qu'on en fait me laisse perplexe. En effet, j'ai entendu plusieurs intervenants affirmer que l'analphabétisme est lié à des problèmes d'ordre personnel — violence familiale, dyslexie, troubles d'apprentissage, troubles de comportement, etc. — et qu'il suffirait d'ajouter du personnel spécialisé (orthophonistes, orthopédagogues, psycho-éducateurs, travailleurs sociaux) dans les écoles pour régler le problème. Permettez-moi d'en douter.

Évidemment, je conviens que tous ces problèmes sont bien réels, mais est-ce une raison suffisante pour expliquer le nombre effarant d'adultes analphabètes dans notre société? Les dernières enquêtes statistiques confirment qu'il y a plus d'un million d'adultes analphabètes au Québec et que la situation ne s'est pas améliorée au cours des 10 dernières années. Doit-on croire qu'une personne sur cinq a des problèmes personnels si graves qu'elle est incapable d'apprendre à lire et à écrire? Au Regroupement des groupes populaires en alphabétisation du Québec, nous n'en croyons rien. Pour nous, l'analphabétisme est d'abord et avant tout un problème social aux conséquences multiples qui exige des solutions politiques.

Il ne faut pas se leurrer, le phénomène de la pauvreté et celui de l'analphabétisme sont indissociables. Les personnes analphabètes proviennent généralement de milieux défavorisés et le contexte économique et social difficile dans lequel elles baignent, elles et leurs enfants, constitue un terrain des plus fertile pour perpétuer le phénomène de l'analphabétisme. Dans les faits, l'analphabétisme est lié à la division du travail. Il faut croire que ça arrange une certaine partie de la population (pas les plus démunis, évidemment) de pouvoir compter sur une main-d'œuvre peu qualifiée et peu instruite qu'on peut utiliser au gré des fluctuations du système économique. D'ailleurs, les intervenantes et intervenants oeuvrant dans les organismes d'alphabétisation populaire confirment que les adultes fréquentant ces derniers sont en majorité des bénéficiaires de l'aide sociale, des travailleurs et des travailleuses non qualifiés

et souvent occasionnels ou encore des chômeurs et des chômeuses. Ils sont de tous âges mais, fait alarmant, le nombre de jeunes ne cesse de s'accroître.

Dans ce contexte, l'augmentation de la pauvreté et l'insignifiance des moyens mis en oeuvre pour la contrer nous amènent à constater que le problème de l'analphabétisme ne diminuera pas de façon significative avant plusieurs années et qu'il risque même de s'accroître. C'est pourquoi, au Regroupement des groupes populaires en alphabétisation du Québec, nous faisons de la lutte contre la pauvreté le fer de lance du combat contre l'analphabétisme.

Par ailleurs, nous constatons, à regret, que le système scolaire échoue avec une trop grande partie de ses élèves, en ce sens qu'il ne permet pas à tous de réussir. En général, les statistiques scolaires démontrent que ce sont les enfants des classes populaires qui profitent le moins du système scolaire. En majorité, ils aboutissent à des voies d'évitement (programmes allégés) qui les préparent directement à évacuer le système ou à en sortir avec très peu d'outils. Ce constat n'est guère surprenant ; en effet, le système scolaire ne peut être qu'à l'image de la société dans laquelle il s'insère. En fait, les programmes scolaires sont conçus et validés pour le plus grand nombre, ce qui signifie que, structurellement, on prévoit un taux d'échec scolaire annuel qui tourne autour de 15 %. Ainsi, l'école devient le premier facteur d'exclusion sociale pour les jeunes issus des milieux populaires, au lieu d'être le premier agent d'insertion sociale.

Cette exclusion a de graves conséquences. Avec le temps, les personnes analphabètes deviennent un peu comme des fantômes sociaux. Comme elles consomment peu, on ne les sollicite pas. Comme elles votent peu, on ne leur promet rien. Comme elles se révoltent peu, on ne leur donne rien. Ainsi, elles deviennent peu à peu exclues de toutes les facettes de la vie sociale, culturelle, économique et politique, et, dans un certain sens, d'elles-mêmes.

L'exclusion de cette part importante de la population qui résulte en grande partie d'un laxisme condamnable perpétuant un modèle social basé sur l'exploitation et l'inégalité n'est surtout pas une fatalité. Des décisions politiques justes et des actions concrètes peuvent en venir à bout. La sortie du livre de monsieur Demers devrait permettre d'amorcer un débat public plus poussé des causes et des conséquences de l'analphabétisme à un moment où on parle d'un Québec « lucide » et « solidaire ». Toutefois, si ce débat se fait sans les personnes peu alphabétisées et s'il ne débouche pas rapidement sur des gestes concrets, il aura été inutile.